

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## GSEZ Infras électrifie 118 villages

**GRÂCE** à l'installation de plus de 664 kilomètres de lignes électriques et 1500 éclairages publics dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et du Woleu-Ntem, 20 000 Gabonais supplémentaires ont désormais accès à l'électricité.

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

**G**SEZ Infras, une filiale d'Arise Infrastructure Services (IS) a annoncé avoir livré, en janvier dernier, 664 kilomètres de nouvelles lignes électriques aménagées avec une augmentation de puissance de 17 MVA, permettant ainsi à 118 villages et plus de 20 000 Gabonais d'avoir désormais accès à l'électricité et l'installation de 1 500 éclairages

publics. Initié il y a 4 ans, ce projet d'envergure vise à améliorer la couverture et le taux d'accès au service public de l'énergie électrique des populations situées en milieu rural. Il impliquait la construction de lignes électriques dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et du Woleu-Ntem et consistait en l'aménagement de : 493 km de ligne moyenne tension ; 171 km de ligne basse tension ; le renforcement de 5 sous-stations et la production d'électricité – 17 MVA (ajout de groupes électrogènes aux stations d'alimentation SEEG de Mouila, Bitam, Fougamou et Lambaréné pour améliorer la capacité existante). En 2018, le taux d'électricité en zone rurale n'était encore que de 62,5 % au Gabon. C'est dans le but de répondre au besoin d'électrification des zones rurales au Gabon que GSEZ Infras est né. À travers ce projet, Arise

IS contribue à atteindre l'objectif n° 7 de l'ONU en matière de développement durable. À savoir garantir l'accès à tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Ce projet fournit aujourd'hui de l'énergie à 118 villes et villages, 35 écoles primaires et centres de santé publique à travers 120 transformateurs de distribution électrique, 2 200 connexions et 1 500 éclairages publics. " Nous sommes fiers d'avoir contribué à l'installation de 664 km de lignes électriques, donnant ainsi l'accès à l'électricité à des centaines de villages, avec le projet d'électrification des zones rurales de GSEZ Infras. Nous remercions aussi le ministère de l'Énergie et des



Photo: Ollom/O

**Le président de la République lors du lancement des travaux le 17 février 2018.**

Ressources hydrauliques de leur soutien tout au long du projet ainsi que tous les autres acteurs

du projet ", a indiqué Igor Simard, directeur pays Arise IS & Arise IIP.

## Friperie: le paradoxe de l'autorisation de vente

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**C**OMMENT la vente de friperie (moutouki) en gros peut-elle fonctionner si la vente au détail est interdite? Cette question taraude les esprits des petits revendeurs depuis la semaine dernière. Leur activité est actuellement interdite en raison de la nouvelle vague de la pandémie de coronavirus au Gabon. Pour faire respecter les mesures gouvernementales, le nouveau maire de Libreville, Eugène Mba, avait pris la décision de suspendre la vente de moutouki. Ce commerce de vêtements de seconde main rassemble parfois des foules dans les carrefours et les marchés de la capitale. Élevant ainsi les risques de contamination. C'est à l'issue d'une récente réunion avec le collectif des fripiers que la mairie est partiellement re-

Photo: Wilfred MBINAH



**La friperie du marché de Nkembo à Libreville.**

venue sur sa décision. Seuls les vendeurs en gros sont pour le moment autorisés à exercer. Or, cette activité fonctionne grâce à un travail en chaîne entre les détaillants et les grossistes. Les premiers cités se ravitaillent chez les seconds. Quant aux clients, ils font toujours leurs achats chez les détaillants. Si ces derniers ne fonctionnent pas, c'est toute la chaîne qui se rouille. Toutefois, si cette interdiction avait quelque peu fait son effet à certains endroits dès les premiers jours, aujourd'hui la vente de fripes a réellement repris comme à ses grands jours.

## JMDC: lutter contre la pollution plastique

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**L**e Gabon célèbre le lundi 15 mars la Journée mondiale des droits des consommateurs. La reconnaissance de ces droits s'est réalisée dans les années soixante grâce à Consumers International, ancienne Organisation internationale des unions des consommateurs. Le thème choisi pour 2021 est: " Lutter contre la pollution plastique ". Il s'agit de sensibiliser et inciter les consommateurs du monde entier à adopter et promouvoir des habitudes de consommation plus durables. Le thème de 2021 est le prolongement de celui de 2020: " Le consommateur durable ". La campagne soulignera aussi le rôle central que les défenseurs des consommateurs, les gouvernements et les entreprises peuvent jouer pour lutter contre la pollution plastique, qui est un problème mondial. Au Gabon, la commémoration de cette Journée sera marquée par les activités de la Direction générale de la



Photo: LRA/L'Union

**La pollution au plastique sur une plage de Libreville.**

concurrence et de la consommation (DGCC), et des deux principales organisations de la société civile que sont l'Organisation gabonaise des consommateurs (OGC) et SOS Consommateurs. " Nous prévoyons un certain nombre d'activités au Rond-Point de Nzenz-Ayong et auprès de certains opérateurs économiques et zones de haute pollution. Nous prévoyons, en collaboration avec la DGCC, d'accentuer nos activités sur la sensibilisation à travers les

médias. Le contexte Covid-19 l'oblige d'ailleurs", a déclaré Ibrahim Tsendjet-Mboulou, président de l'OGC. Même dynamique du côté de SOS Consommateurs. Pour sa part, la DGCC, qui s'implique dans la défense de la sécurité des consommateurs, s'emploiera aussi à informer les consommateurs, auteurs des achats de produits conditionnés avec du plastique comme les bouteilles d'eau, quant à leur responsabilité de conserver un environnement sain.